

Un plan de relance ringard : la crise, un occasion de penser et de réaliser le développement durable

Autor(en): **Delley, Jean-Delley**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2009)**

Heft 1813

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1013810>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Un plan de relance ringard

La crise, une occasion de penser et de réaliser le développement durable

Jean-Daniel Delley (15 février 2009)

Le deuxième plan de relance présenté par le Conseil fédéral ne sort pas des sentiers battus. Or la crise actuelle n'est pas seulement financière et économique. Elle interroge notre mode de développement. Elle exige donc des impulsions fortes, non pas pour reprendre une route connue, mais pour indiquer de nouvelles directions.

Ce deuxième plan de relance est-il suffisant? A l'aune des programmes annoncés par d'autres pays et qui se chiffrent en dizaines et centaines de milliards, l'effort helvétique paraît modeste, même si l'on tient compte des efforts des collectivités cantonales et locales. Et nombre de projets – notamment en matière d'infrastructures de transports et de fiscalité – ne semblent pas aptes à produire rapidement des effets. Par ailleurs l'Etat ne dispose guère de moyens pour soutenir l'industrie d'exportation, tributaire de la conjoncture mondiale. Reste la stimulation du marché intérieur qui pourrait revigorer l'activité économique. Mais une relance classique par la demande fait l'impasse sur la nature de la crise.

Cette crise ne consiste pas seulement en un ralentissement conjoncturel, un coup de frein temporaire. Elle met en évidence des impasses structurelles qui font obstacle à un développement

durable. A la dérive de l'économie financière s'ajoute une double crise environnementale et sociale qui, à terme, va détruire les fondements même de l'économie. Le dérèglement climatique, la raréfaction des ressources naturelles – matières premières, sols cultivables, eau, air et énergies fossiles –, comme l'exacerbation des inégalités entre pays d'une part et au sein de chacun d'entre eux d'autre part appellent des politiques qui sortent des sentiers battus.

A cet égard ce n'est pas tant la modestie financière du programme de relance qui fait problème que son absence de vision d'avenir. Un plan réellement innovant et annonciateur d'un développement durable devrait refléter ces défis environnementaux et sociaux. Quelques exemples.

L'autonomie énergétique et l'abandon des énergies fossiles impliquent un investissement prioritaire dans l'énergie solaire. La Suisse dispose dans ce domaine de compétences reconnues mais insuffisamment exploitées. Or le programme de relance ne prévoit que 10 millions pour développer l'énergie photovoltaïque, de quoi financer 500 à 700 petites installations, alors que 2000 demandes sont pendantes.

Notre pays joue un rôle de

pionnier dans l'agriculture biologique. Ce type de production, économe en énergie et garant de la qualité des sols, doit bénéficier dorénavant d'une priorité dans la politique agricole.

Le plan de relance prévoit à juste titre une prolongation de la durée du chômage partiel. Mais seule une offensive massive de la formation continue peut contrer efficacement la montée du chômage et répondre aux besoins des activités économiques durables.

Le développement de l'économie sociale, qui répond à des besoins importants sans viser le profit, devrait figurer en bonne place dans un programme de relance. Il répond à l'exigence de cohésion sociale et constitue une source importante d'emplois.

L'augmentation des subventions aux primes d'assurance maladie permettrait de soutenir le pouvoir d'achat des revenus modestes, plus efficacement qu'une réduction linéaire de la charge fiscale.

Enfin, un plan de relance efficace ne peut faire l'économie d'une coordination étroite entre l'Etat fédéral, les cantons et les villes. La crise, c'est aussi l'occasion de repenser et d'approfondir le fédéralisme helvétique.